

Claude Guéant, perd en appel dans l'affaire des primes versées en liquide

Sa condamnation aggravée

L'ancien bras droit de Nicolas Sarkozy, Claude Guéant, a été condamné, lundi 23 janvier, en appel, à deux ans d'emprisonnement dont un an ferme et un an assorti d'un sursis mis à l'épreuve pour "complicité de détournement de fonds publics et recel". L'affaire porte sur des primes en espèces que se versaient chaque mois des membres du cabinet de Nicolas Sarkozy à l'Intérieur, et qui étaient prélevées sur une enveloppe destinée aux frais d'enquête et de surveillance (FES) des policiers.

La cour d'appel de Paris a durci la condamnation de première instance, qui était de deux années d'emprisonnement avec sursis. Elle a aussi confirmé l'amende de 75 000 euros et l'interdiction d'exercer toute fonction publique pendant cinq ans. L'avocat de Claude Guéant a indiqué son intention d'aller en cassation.